

Le roi du Népal fait volte-face

Partage international n° [214](#) - Juin 2006

par Kunda Dixit

Katmandou, le 25 avril 2006

Après trois semaines de manifestations d'ampleur croissante, le roi Gyanendra, du Népal, a finalement cédé à la pression populaire et restauré le Parlement qu'il avait dissout, quatre ans auparavant.

Les tergiversations du roi auraient pu avoir de graves conséquences. A Katmandou, le samedi 22 avril, 100 000 personnes s'étaient approchés à quelques mètres du palais royal. La police a tiré des balles de caoutchouc sur la foule et utilisé des tiges de bambou pour frapper les manifestants, en blessant plusieurs centaines.

Mais face à un isolement international croissant, à la menace d'une suspension de l'aide financière et à la pression de l'Inde, le roi s'est finalement laissé fléchir et a admis dans son discours de fin de soirée que « *la souveraineté reposait maintenant entre les mains du peuple* ».

Cette déclaration a satisfait la demande essentielle d'une alliance de sept partis d'opposition, qui siègeront à la réunion du Parlement, convoqué le vendredi 28 avril, mais pas complètement à celle des maoïstes qui, ces dix dernières années, menaient une guérilla tentant de renverser la monarchie. En effet, les maoïstes souhaitaient l'élection d'une assemblée constituante, visant à élaborer une nouvelle constitution, et recevoir la promesse des partis qu'ils amèneraient cette réforme jusqu'au Parlement.

Le roi avait congédié le premier ministre élu en octobre 2002 et, depuis 2005, s'était arrogé tous les pouvoirs exécutifs. Il avait justifié cette décision en affirmant qu'elle était nécessaire à la victoire sur les maoïstes. Mais, il n'a fait que démanteler la démocratie et son geste n'a servi qu'à isoler le Népal au niveau international, et par en faire un Etat paria. Les aides financières et militaires ont été suspendues.

L'opposition au roi a été organisée par les partis politiques, la société civile et les médias, qui ont défié les lois strictes de lèse-majesté en contestant

l'autorité absolue du roi. Les partis politiques ont conclu une alliance informelle avec les maoïstes, et le mois dernier (mars 2006) ils ont lancé un programme conjoint d'opposition au roi. Le pays a été paralysé par des barrages et obstructions de toutes sortes et par des grèves. Les mesures de répression policière contre les manifestants pro-démocratie, qui ont tué dix personnes et blessé des centaines d'autres, ont nourri le sentiment antimonarchiste dans les rues.

La situation des partis était délicate : ils devaient maintenir la pression sur le roi, sans laisser les protestations s'enfler au point de créer l'anarchie. Surpassant toutes leurs attentes, des dizaines de milliers de docteurs, fonctionnaires, journalistes, et syndiqués sont descendus dans la rue pour protester. Même les employés du ministère de l'Intérieur ont fait grève.

Le 28 avril, le Parlement délibérera en premier lieu sur la demande maoïste de l'élection d'une assemblée constituante, ce qui devrait inciter les maoïstes à renoncer à la violence et à rejoindre le courant politique dominant. Ce compromis a été négocié avec la médiation des Indiens et a permis au roi, aux partis et aux maoïstes de sortir de cette impasse en sauvant la face.

Après trois semaines de manifestations non-violentes, le pouvoir du peuple aura obtenu ce que les maoïstes n'avaient pu obtenir par des années de lutte armée.

La restauration de la démocratie va mettre fin à l'isolement international dont a souffert le Népal et ramener l'aide internationale, permettant à la reconstruction de s'amorcer dans la paix. Alors peut-être le Népal pourra-t-il tourner son attention vers l'amélioration de la santé, de l'éducation et de l'alimentation de ses 26 millions d'habitants. (© IPS)

Mise à jour, le 29 avril 2006.

Le Parlement du Népal s'est effectivement réuni, hier vendredi 28 avril 2006. Les parlementaires ont gardé deux minutes de silence à la mémoire des 15 victimes tuées et pour les milliers de personnes blessées par les forces de sécurité népalaises lors des manifestations.

A l'extérieur du Parlement de Katmandou, des milliers de manifestants pro-démocratie s'étaient regroupés, tenant à la main les photos des victimes, et revendiquant une nouvelle constitution qui

interdirait au pouvoir royal de dissoudre le gouvernement et de contrôler l'armée. « *La démocratie est encore à venir, notre lutte doit continuer* », scandaient-ils.

Le nouveau Parlement avait reçu un nouvel élan le 27 avril, lorsque les rebelles maoïstes ont annoncé un cessez-le-feu unilatéral de trois mois « *afin d'exprimer leur profonde solidarité avec le peuple*

dans son désir de paix ». (Source : www.guardian.co.uk, G.-B.)

Népal **Auteur** : Kunda Dixit,

Sources : IPS ; www.guardian.co.uk, G.-B.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()